

Dans ce livre nous allons étudier ce que peut être le gaullisme à l'échelle d'un territoire du point de vue électoral, en voyant l'évolution du vote gaulliste à travers le temps et à travers des élections aux périmètres variés (des présidentielles aux municipales, des cantonales aux législatives, des européennes aux régionales). Nous allons analyser les fluctuations électorales du gaullisme dans le temps, mais nous allons mener également une réflexion sur le jeu d'échelle national-local afin de voir s'il y a une évolution électorale spécifique à la Haute-Normandie ou non, et même une différence entre les départements et le niveau national, voire entre les départements entre eux. Autant que possible, nous pousserons l'analyse jusqu'à la circonscription voire le canton quand cela est possible, afin d'avoir un état des lieux le plus fin qui soit. Nous avons découpé ce livre en trois épisodes chronologiques, le premier concerne la période 1969-1979, période où le vote gaulliste s'effrite. Le deuxième épisode couvre la période 1979-1986, période où le vote gaulliste entame une lente remontée, jusqu'à la victoire aux législatives et aux régionales de 1986. Enfin, le troisième épisode couvre la période 1986-1992, période marquée par les fluctuations du vote au gré des alternances.

Nous allons à chaque fois étudier les deux départements de la région, deux départements qui ont sur le papier des caractéristiques semblables : des zones rurales et des zones urbaines, des zones de force pour les gaullistes (dans l'Eure, le Vexin autour de la commune des Andelys, le pays de Caux, le pays de Bray en Seine-Maritime), des zones dominées par les centristes (l'ouest de l'Eure, Rouen en Seine-Maritime), des zones où perdure le Parti communiste (Evreux dans l'Eure, Le Havre ou Dieppe en Seine-Maritime). C'est donc un territoire contrasté que nous avons comme objet d'étude. L'enjeu de cette étude est de montrer les fluctuations dans le vote pour les candidats de l'UDR puis du RPR, que ce soit lors des élections nationales ou que ce soit lors des élections locales, et de voir si ces fluctuations correspondent aux tendances repérées au niveau national, afin de voir s'il y a une spécificité normande. Nous allons également chercher à démontrer quels sont les territoires du gaullisme en Haute-Normandie.

## **Partie I : Le déclin du vote gaulliste (1969-1979)**

Dans cette partie, nous allons montrer, sur une dizaine d'années, que le vote en faveur des candidats se réclamant du gaullisme s'effrite. Le point de départ de cette période marque la fin de la République gaullienne avec le désaveu subit par le général de Gaulle lors du référendum du 27 avril 1969, et le point final marque le résultat le plus faible pour les gaullistes à une élection nationale, à savoir les élections européennes de 1979, avec l'échec de la liste Défense des Intérêts de la France en Europe (DIFE), menée par Jacques Chirac.

Il s'agit également ici de montrer la faiblesse du gaullisme local à cette période, faiblesse qui s'explique en partie par le désintérêt du parti gaulliste pour les questions locales.

## Chapitre 1 : La perte d'attrait lors des élections nationales

Dans cette première partie, nous allons nous intéresser aux six scrutins nationaux de la décennie qui nous concerne hormis les européennes 1979 (soit deux référendums, deux élections présidentielles et deux élections législatives), pour illustrer l'érosion progressive du vote gaulliste.

### *Le référendum du 27 avril 1969: un rejet du général de Gaulle plus que du gaullisme*

#### La genèse du référendum

« Le 27 avril 1969 vint infliger à notre mémoire une brûlure indélébile... »<sup>1</sup> Ces propos tenus par Robert Grossmann, alors président-fondateur de l'Union des Jeunes pour le Progrès, le mouvement des jeunes gaullistes, montre bien l'ampleur du choc que représente, pour les gaullistes, le résultat du référendum décidé par le général de Gaulle.

Depuis plusieurs mois déjà, en réalité après les événements de Mai 68, de Gaulle souhaite l'organisation d'un référendum afin de ressourcer sa légitimité après cette période troublée<sup>2</sup>. Il souhaite l'organiser dès juin 1968, mais, sous la pression de son Premier ministre Georges Pompidou, il renonce au référendum et privilégie des élections législatives anticipées, qui aboutissent à un raz de marée gaulliste. Mais le président de la République n'a pas renoncé au référendum, et il annonce finalement son organisation pour le 27 avril 1969. Celui-ci porte sur la régionalisation et la réforme du Sénat.

Préparé par le ministre d'État Jean-Marcel Jeanneney, il s'agit de faire des régions des collectivités territoriales, avec une extension de leurs compétences en matière d'équipements collectifs, de logement et d'urbanisme. La loi prévoit également la création de Conseils régionaux composés des députés de la région, des représentants des Conseils généraux et des communes, mais également de représentants socioprofessionnels de la région. Pour ce qui est

---

1 Robert Grossmann, *L'Appel du gaullisme, de Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy (1958-2007)*, Editions du Rocher, 2008, p. 281.

2 C'est le constat fait, entre autre, par François Broche dans son livre, *Les derniers jours du Général de Gaulle* : « il (de Gaulle) avait besoin d'un « nouveau sacre » (Lacouture). Sa légitimité avait été durement éprouvée lors des événements de mai et, tout récemment, par l'annonce prématurée faite à Rome par G. Pompidou de son éventuelle candidature à l'Élysée ». L'auteur fait ici référence aux propos tenus par Pompidou lors d'une conférence de presse, où il a déclaré que « Ce n'est un mystère pour personne que je serai candidat à une élection à la présidence de la République quand il y en aura une, mais je ne suis pas du tout pressé ». C'est aussi le cas de Jean-François Sirinelli pour qui le Général avait l'« intention de ressourcer ainsi une légitimité qu'il sentait écornée et de retremper une autorité qu'il pressentait atteinte » (Jean-François Sirinelli, *Les vingt décisives*, Fayard-Pluriel, 2012, p. 138).

du Sénat, celui-ci est fusionné avec le Conseil économique et social, et n'a plus qu'une fonction consultative. La campagne électorale est marquée par l'isolement des gaullistes, seuls à faire campagne pour le oui. Même les alliés des gaullistes, les Républicains Indépendants de Valéry Giscard d'Estaing, n'appellent pas à voter oui. Toutes les autres formations politiques prônent le non. Cette situation provoque l'indignation des gaullistes, et parmi eux Georges Pompidou, qui déclare aux Assises nationales de l'Union des Jeunes pour le Progrès (UJP)<sup>3</sup> : « les motifs, sinon l'argumentation, des partisans du « non » sont politiques. C'est bien pourquoi nous voyons une fois de plus se reformer le cartel de ceux qui s'opposèrent en 1962 à l'élection du président de la République au suffrage universel. Leur « non » ne s'adresse pas au projet de loi lui-même, mais au principe du référendum, aux institutions de la Ve République, à la personne du général de Gaulle. Voilà bien les raisons qu'ils nous donnent de voter « oui ». Certes, nos motivations seront quelques peu différentes selon notre âge. Pour ceux de ma génération, et permettez-moi de vous dire, pour moi particulièrement, la fidélité tiendra plus de place que pour ceux d'entre vous qui n'ont connu que la Ve République. Mais, pour nous tous, la continuité jouera un rôle déterminant. Continuité dans la volonté de faire participer directement le peuple aux grandes décisions nationales, comme à la gestion de ses affaires quotidiennes. Continuité dans la mise en place d'institutions conciliant la liberté avec l'autorité, l'ordre avec le progrès, sous l'impulsion et la direction du Chef de l'État. Car, pour vous comme pour nous tous, il n'y a pas de problème de maintenir aujourd'hui, de perpétuer demain le gaullisme lui-même dans l'intégrité de ses principes ». C'est donc isolés, mais avec la conviction que le gaullisme doit poursuivre son œuvre que les gaullistes font face au scrutin du 27 avril 1969.

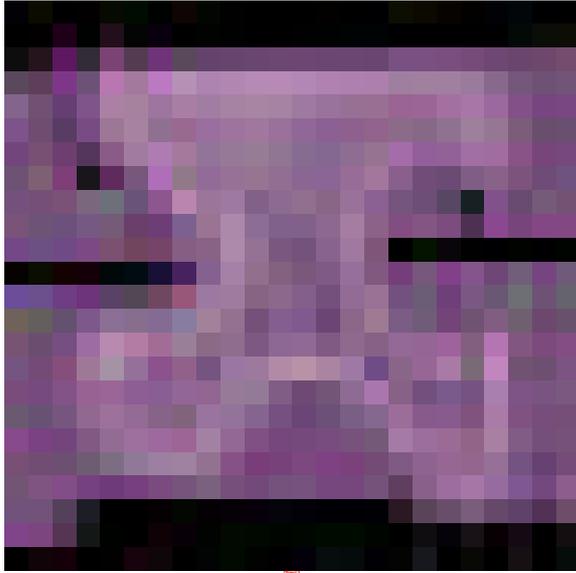
Un vote négatif marqué

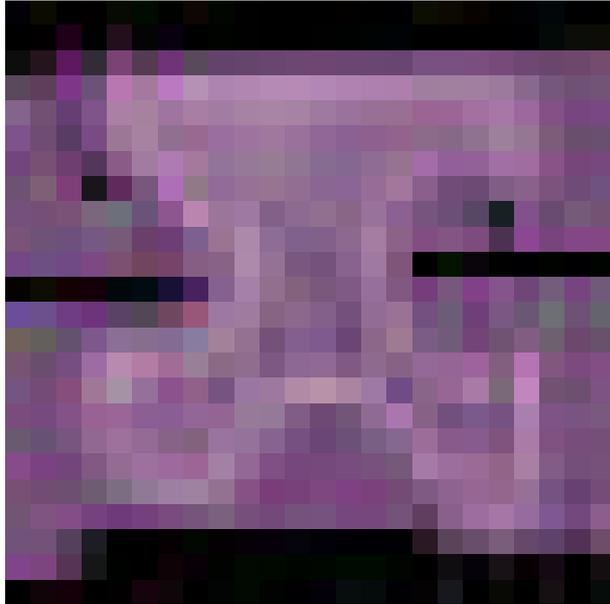
En Haute-Normandie, les résultats sont les suivants<sup>4</sup> :

---

<sup>3</sup> Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, Robert Laffont, 2017, p. 549.

<sup>4</sup> Pour les résultats nationaux, les résultats proviennent du Journal Officiel (JO) du 3 mai 1969, p. 4445. Les résultats en Haute-Normandie, dans l'Eure et en Seine-Maritime proviennent du rapport RG du 07/05/1969, provenant de la boîte 3766w112ADSM (Archives Départementales de Seine-Maritime).





Un constat s'impose immédiatement, le vote pour le non a été plus fort en Haute-Normandie qu'au niveau national, et largement avec un écart de plus de trois points. La Seine-Maritime a été le département votant le plus pour le non, même si la différence avec l'Eure est minime.

Les raisons de ce résultat

L'explication de ces résultats peut se trouver dans l'intensité de la campagne pour le non

dans la région, où toutes les sensibilités se sont mobilisées, laissant les gaullistes seuls à appeler à voter oui. Dans l'Eure, après une campagne en majeure partie orientée vers le non, étant donné les positions prises par les diverses familles politiques représentées dans le département, notamment par les modérés et les centristes, les résultats du scrutin du 27 avril 1969 dans l'Eure ont fait ressortir un léger décalage des pourcentages obtenus par rapport aux consultations précédentes. Cette variante est le fruit de l'intense campagne menée par les « notables » du département contre le projet de régionalisation proposé aux suffrages, qui paraissait devoir sacrifier les intérêts de l'Eure à ceux de la Seine-Maritime<sup>5</sup>. Partis de loin, les partisans du non ont, bien avant l'ouverture officielle de la campagne, développé par voie de presse et oralement tous les arguments exprimés sur le plan national. Mais ils ont surtout utilisé l'argument particulier de la disproportion entre l'Eure et la Seine-Maritime, accouplés en une micro-région où le dernier nommé, supérieur en population, en potentiel économique et possédant une représentation parlementaire beaucoup plus importante, prendrait le pas sur le premier. Les deux sénateurs, Gustave Héon, président du Conseil général et maire de Bernay et Modeste Legouez se sont fait les héros de cette thèse. Ils ont multiplié les contacts avec les conseillers généraux, les maires et tous les élus bien avant le 14 avril. Mais la propagande en faveur du non a pris, au cours de la campagne même, un tour plus aigu. Le PC a tenu un peu partout, notamment : St-André, Louviers, Vernon, Aubevoye, des réunions au succès limité, dont la plus conséquente a été celle organisée le 25 avril à Gisors avec la participation de Fernand, sénateur-maire de St-Ouen. Le 19 avril, à Évreux, devant 150 personnes, Michel Rocard a défini le non du PSU. Le 22 avril, au cours d'une séance extraordinaire, le Conseil général s'est prononcé en faveur du non par 28 voix sur 36 conseillers. Réunis en assemblée extraordinaire, 150 des 688 maires du département, connus comme les plus influents et les plus représentatifs, avaient auparavant pris une position identique. Le Conseil municipal d'Évreux n'a pas voulu être en reste et a fait de même. Rémy Montagne, maire de Louviers, soit dans son journal l'Eure-Eclair, soit au cours de réunions, a développé pour sa part une active propagande dans le même sens.

Qu'en a-t-il été en faveur du oui? René Tomasini, député UDR des Andelys, demanda à ses électeurs et aux notables, de faire confiance au Chef de l'État en donnant leur accord à ce projet. Jean De Broglie, ancien ministre, député Républicain Indépendant (RI) d'Évreux, après beaucoup d'hésitation, a dit son « inclination à voter oui ». Tous deux ont assisté à la grande réunion d'information tenue à Rouen le 15 avril avec la participation des ministres André Bettencourt et Olivier Guichard. De son côté, André Delahaye a déployé honnêtement

---

53766w111ADSM, Rapport RG du 05/05/1969.

tous ses efforts à la défense du projet, mais son combat dans la circonscription de Louviers, face à une gauche massive, à l'opposition virulente de Modeste Legouez et Rémy Montagne, a été inégal et voué à l'échec. Quant à Jean Laine, le deuxième député RI du département, il s'est aligné sur Valéry Giscard d'Estaing et a fait campagne pour le non auprès de ses électeurs, en majorité paysans et petits cultivateurs. Il faut insister sur le fait qu'aucune réunion ou manifestation importante en faveur du « oui » n'a été organisée dans l'Eure.

La participation au scrutin a été importante, 82,4%. Ce phénomène n'a d'ailleurs pas été particulier au département. Le chiffre des bulletins blancs ou nuls n'a pas atteint 3%. Sur l'aspect purement électoral du scrutin, le « Non » serait dû pour certains historiens à une défection des voix venus de la gauche<sup>6</sup>, pour d'autres à la défection des voix centristes<sup>7</sup>. Il faut d'abord noter que, des quatre circonscriptions, c'est celle de Louviers, qui a fourni le plus fort pourcentage de votes négatifs. Le « non » y distance en effet le oui de près de 7000 voix sur 42 765 suffrages exprimés. Ce chiffre n'a rien d'inattendu dans la mesure où cette région, avec la vallée industrielle de la Seine, connaît une forte implantation de la gauche, tandis que le centrisme exerce une influence non négligeable en la personne de Rémy Montagne, conseiller général de Pont-de-L'arche et nouveau maire de Louviers. On trouve ensuite au second rang, toujours dans l'ordre d'importance du « non », la circonscription de Bernay, ce qui est plus nouveau. Il faut ici souligner que les deux sénateurs de l'Eure, Gustave Héon et Modeste Legouez, qui firent campagne contre le projet, appartiennent à cette circonscription dont le député, Jean Laine (Républicain Indépendant), bien qu'élu sous le signe de la majorité, avait également pris position pour le « non ». Vient ensuite la circonscription d'Évreux où l'avantage du non s'élève à un peu plus de 5000 voix. La prise de position de Jean de Broglie en faveur du projet n'aura pas suffi à renverser la tendance. Dans la circonscription des Andelys enfin, le non ne l'emporte que de 1581 bulletins sur 44 521 suffrages exprimés. René Tomasini a tout de même la consolation de sauver l'honneur aux Andelys où le « oui » est majoritaire en ville et dans le canton. Au total, sur les trente-six cantons que compte le département, trois seulement (Les Andelys- Fleury-sur-Andelle et Damville) ont donné l'avantage au oui tandis qu'à Lyons-la-Forêt, votes positifs et négatifs s'équilibrent à une voix près : 1 121 pour les premiers et 1 122 pour les seconds.

En ce qui concerne les villes, le non l'emporte dans les trois agglomérations qui nous intéressent soit les Andelys, Évreux, et Vernon. Ceux-ci ont unanimement utilisé un argument

---

6 Robert Ponceyri affirme que « ce sont environ 95 % des votes positifs dont l'origine a été extérieure à la gauche » (« Le RPR et l'achèvement de la banalisation électorale du gaullisme », *Pouvoirs*, n°28, 1983, p. 123-138).

7 Ralph Schor, *Le dernier siècle français (1914-2014), destin ou déclin ?*, Perrin, 2016, p. 411.

très local, dont ils ont déjà parlé : la crainte de voir les intérêts de l'Eure sacrifiés à ceux de la Seine-Maritime, dans le cadre de la nouvelle région. Cet argument a constitué la motivation spécifique qui a provoqué le décalage de pourcentage par rapport à la moyenne nationale, habituellement approchée. En définitive, il paraît devoir être retenu de cette consultation que le rôle que peuvent jouer les notables dans une consultation au plan national, lorsqu'ils veulent vraiment s'en donner la peine, reste encore très important. C'est ce que pense une grande majorité des spécialistes, qui s'accorde sur le fait que ce vote négatif est avant tout un vote contre de Gaulle<sup>8</sup>, sans oublier que par la réforme du Sénat elle-même, le Général s'est mis à dos l'ensemble des sénateurs, très implantés localement<sup>9</sup>.

En Seine-Maritime, sans susciter un déchaînement de passion, la campagne électorale, après son ouverture officielle le 14 avril, a néanmoins pris un tour plus incisif que lors des précédentes semaines et elle a été suivie avec plus d'intérêt par beaucoup d'électeurs, en particulier, à la télévision où les partis de l'opposition, comme ceux de la majorité, avaient la possibilité d'exposer leur point de vue<sup>10</sup>. Cette source d'information n'a d'ailleurs pas été la seule à animer le public, puisqu'à Rouen, et dans une moindre mesure au Havre, les meetings attirent sans doute par la qualité des personnalités ou des orateurs qui se sont déplacés en grand nombre pour assister à des réunions publiques. C'est ainsi qu'au cirque de Rouen, le 16 avril 1969, 1 800 personnes entendaient les exposés de André Bettencourt, ministre de l'industrie (RI), Olivier Guichard, ministre d'État et Jean De Broglie, député RI de l'Eure qui étaient venus à l'invitation du « Comité régional de Haute-Normandie pour le oui ». Le 18 avril également, au cirque de Rouen, une conférence-débat organisée sous l'égide de l'association départementale des maires de Seine-Maritime, avec la participation de Alain Poher, président du Sénat, de Jean Lecanuet et de Gustave Héon sénateur, président du Conseil général de l'Eure, groupait quelques 1 300 personnes. De même, le 22 avril, au Havre, la conférence de la section locale de l'UDR faisait salle comble avec la participation de Roger Dusseaulx et Maurice Georges, députés UDR. Enfin, Roland Leroy, député communiste de Seine-Maritime, membre du bureau politique du PCF, prenait la parole au cours de plusieurs réunions et surtout le 25 avril à Rouen, attirant quelques 700 auditeurs. En

---

8 Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites*, T3 Sensibilités, Gallimard, 2006, p. 97 : « le débat porta beaucoup moins sur la région que sur la réforme du Sénat et, davantage encore, sur le maintien au pouvoir du général de Gaulle, finalement désavoué par 53% des électeurs » ; François Broche, *Le dernier jour du Général de Gaulle*, L'Archipel, 2010, p. 13 : « C'est un fait : les Français étaient lassés de De Gaulle et ils le lui ont fait savoir sans aucun ménagement ».

9 C'est l'avis de Mathias Bernard (*Histoire politique de la Ve République, de 1958 à nos jours*, Armand Colin, 2008, p. 88) : « L'échec du référendum d'avril 1969 est donc moins la suite immédiate de la crise de Mai 68 que l'ultime épisode d'un affrontement sourd et ancien entre de Gaulle et les notables ».

10 3766w112ADSM, Rapport RG du 07/05/1969.

dehors de ces manifestations publiques, une propagande intense était faite auprès des élus locaux (conseillers généraux-maires-conseillers municipaux). Après avoir reçu, dès le début de la campagne électorale, la plaquette sur le Sénat de Alain Poher, ceux-ci ont été destinataires du texte de la motion adoptée par le Conseil général et appelant à voter non et de plusieurs lettres – circulaires. Parmi celles-ci, la lettre de Roger Houdet, ancien ministre – sénateur, enfin la lettre rédigée par les parlementaires UDR de Haute-Normandie. UDR et Républicains Indépendants mènent campagne commune. Néanmoins, une note discordante intervient subitement sous forme de communiqué dû à l’initiative des Jeunes Républicains Indépendants. Sans doute mécontents de l’attitude de la fédération des Républicains Indépendants de Seine-Maritime, ils faisaient savoir par voie de presse qu’ils renouvelaient leur confiance à Valéry Giscard d’Estaing et invitaient, en conséquence, leurs adhérents à voter non. Cependant, dans les tous derniers jours de la campagne, la propagande de l’opposition redoublait d’intensité. La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS) de Seine-Maritime et le Centre Démocrate (CDE) réaffirmaient leur position dans des communiqués et articles de presse régionale et locale. Le nouveau Parti Socialiste (PS), procédait à la diffusion d’un tract tiré à 100 000 exemplaires. Les grandes centrales ouvrières (CGT, CFDT) faisaient un grand effort de propagande. Enfin, les municipalités communistes du Havre, de Gonfreville l’Orcher, Harfleur, Saint-Étienne-du-Rouvray, Grand-Couronne diffusaient dans leurs bulletins municipaux des appels demandant aux populations qu’elles administrent, de voter non au référendum.

C'est donc par un non massif que la Haute-Normandie a répondu à la question posée par de Gaulle, à l'image du pays, où le non l'emporte dans 71 départements sur 95<sup>11</sup>. Comme annoncé avant le scrutin, le Général lance dans un communiqué : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi ». Les réactions qui s'en suivent montrent le désarroi des gaullistes suite au départ du général de Gaulle et expriment l'incertitude et le potentiel trouble que peut occasionner cette décision. Par exemple, le Premier ministre Maurice Couve de Murville : « C'est bien entendu avec une profonde tristesse que j'ai appris les résultats du vote. Le peuple français, dans sa majorité, s'est prononcé contre les réformes qui lui étaient proposées avec toutes les conséquences politiques que ce refus entraîne, conséquences qui étaient clairement annoncées. Il ne m'appartient pas d'en dire davantage à leur sujet pour le moment. C'est un événement dont la gravité va très vite apparaître à toute la France et dans le monde. A partir de demain une nouvelle page est tournée de notre histoire. Va commencer maintenant pour tous les français,

---

11 Mathias Bernard, *Histoire politique de la Ve République, de 1958 à nos jours*, op. cit., p. 88.

une période difficile, peut-être une période de trouble, au cours de laquelle le pays va être appelé à se prononcer sur son avenir. Le Gouvernement dont j'ai l'honneur d'être le Premier ministre, assure, pour le moment, et pour sa part, la continuité des pouvoirs publics, conformément à la Constitution. Il fera naturellement son devoir »<sup>12</sup>. D'autres ont peur d'une éventuelle nouvelle « chienlit », comme Robert Grossmann : « Dès le début de la soirée, j'adressai à tous nos délégués et correspondants départementaux des télégrammes les invitant fermement à la plus grande vigilance : toute manifestation doit être évitée, il fallait contrôler les troupes et garder un étroit contact avec le bureau national »<sup>13</sup>.

Les historiens et autres chercheurs se sont penchés sur l'analyse de ce scrutin et de cette période charnière de l'histoire de la Ve République. Plusieurs chercheurs ont vu, dans le choix du Général de soumettre ce projet à référendum, un suicide politique<sup>14</sup>, et qui annonce pour certains la fin du gaullisme en tant que mouvement politique<sup>15</sup>. Enfin, un chercheur comme Frédéric Bon voit dans l'échec du référendum non pas un vote contre quelqu'un ni une manière pour le général de Gaulle de soigner son départ, mais il l'explique par « l'absence de contenu de la politique de participation »<sup>16</sup>.

Pour nous, ce scrutin marque en ce qui concerne la Haute-Normandie, un vote sensiblement identique à ce qu'il est au niveau national, un vote qui exprime un rejet de De Gaulle plutôt que du gaullisme. Nous pensons également que, sans verser dans la thèse du suicide politique, que l'attitude du général de Gaulle démontre qu'il a été jusqu'au bout respectueux de la démocratie, au grand dam de ceux qui avaient vu en lui un potentiel dictateur. Avec le départ du pouvoir du fondateur de la Ve République, s'ouvre une période électorale cruciale où l'avenir du gaullisme au pouvoir se joue, et se retrouve représenté par l'ancien Premier ministre du général de Gaulle, Georges Pompidou.

### *Le succès gaulliste lors de l'élection présidentielle des 1<sup>er</sup> et 15 juin 1969*

Signe que le résultat de référendum était plus un désaveu du général de Gaulle qu'un rejet

---

12 Bibliothèque Municipale de Rouen (BMR), Fonds A-Z Élections, section campagne électorale 1969-1972, *Paris-Normandie (PN)* du 28/04/1969.

13 Robert Grossmann, *L'Appel du gaullisme, de Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy (1958-2007)*, op. cit., p. 285.

14 C'est notamment le cas de Corinne Maier (*De Gaulle et le gaullisme, une mythologie d'aujourd'hui*, Editions Milan, 2003, p. 41), ou encore Jean-François Sirinelli (*Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 2003, p. 1060).

15 Mathias Bernard parle d'une « érosion progressive de la domination politique du gaullisme, dont l'échec du référendum d'avril 1969 peut d'ailleurs être considéré comme un signe avant-coureur » (*Histoire politique de la Ve République, de 1958 à nos jours*, op. cit., p. 92).

16 Frédéric Bon, « Le référendum du 27 avril 1969 : suicide politique ou nécessité stratégique ? », *Revue française de science politique*, 20e année, n°2, 1970, p. 205-223.

du gaullisme en tant que tel, c'est un gaulliste, Georges Pompidou, ancien Premier ministre du général de Gaulle, qui est élu à la présidence de la République.

### La campagne électorale

Le combat politique reprend dès le lendemain du départ du Général. C'est Alain Poher, en tant que Président du Sénat (lui qui fut le premier opposant à la réforme du Sénat proposée par le Général) qui assure l'intérim jusqu'à l'élection présidentielle. Du côté des gaullistes, Georges Pompidou, bénéficiant du soutien de l'UDR, reprend à son compte la perpétuation du gaullisme. Il souhaite s'inscrire dans la continuité du général de Gaulle et des principes fondateurs du gaullisme. Il déclare ainsi dans sa profession de foi : « Tous les Français, quelles que soient leurs opinions, mesurent le vide créé par le départ du général de Gaulle. Aussi faut-il sauvegarder les institutions de la Ve République qui ont donné à la France une stabilité et une solidité politiques inconnues depuis des générations, et ont permis de résister à la tourmente de Mai 1968, sans tomber dans la guerre civile »<sup>17</sup>. Et il énonce, au delà du maintien des institutions, qu'il fera place à quelques évolutions qui tiennent compte des événements de Mai 68 mais également du récent référendum : Il prône l'« ouverture », une « large union ». Il se prononce pour la « décentralisation », la « simplification administrative », le « dialogue ». Il souhaite le « progrès économique » et la « justice sociale pour tous ». Il compte aussi assurer un « avenir pour la jeunesse » avec la « rénovation dans l'ordre » de l'Université. Enfin, en politique étrangère, il s'inscrit pleinement dans les pas du Général avec trois mots pour la caractériser : « indépendance », « Europe », « paix ». On peut donc constater avec cette brève présentation que Georges Pompidou souhaite quelques évolutions sans déroger aux principes fondateurs du gaullisme<sup>18</sup>.

La campagne électorale en Haute-Normandie voit l'activité des têtes d'affiche locales du parti (voir la deuxième partie de notre étude) ainsi que l'ensemble des acteurs locaux<sup>19</sup>, mais

17 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne électorale 1969-1972, Profession de foi de G. Pompidou.

18 Mathias Bernard considère également que Pompidou s'inscrit dans la continuité gaulliste tout en introduisant certaines évolutions : « il affiche une plus grande proximité avec les préoccupations des français et cherche à « élargir sa majorité, en direction du centre notamment » » (*Histoire politique de la Ve République, de 1958 à nos jours*, op. cit., p. 88).

19 C'est ce que Monica et Jean Charlot ont démontré (« Persuasion et politique : les campagnes de Georges Pompidou et Alain Poher », *Revue française de science politique*, 20e année, n°2, 1970, p. 224-248): « Le matériel préparé par le boulevard de Latour-Maubourg est redistribué en suivant deux filières principales : celle des députés de la majorité par l'intermédiaire de leurs secrétariats de groupes respectifs, celle des responsables locaux des partis de la majorité par le canal de leur siège national. Les colis d'affiches, de bandeaux, de brochures biographiques et de tracts sont ainsi adressés non pas aux fédérations départementales, mais aux circonscriptions législatives, pour une meilleure utilisation. Ce souci de porter la campagne à l'échelon le plus proche possible des électeurs est affirmé dès le 29 avril par M. Georges Pompidou, qui vante aux députés de l'UDR: "le porte-à-porte, ... le travail sur les maires, sur une personne qui a une certaine autorité morale, ce qui

également des jeunes qui ont créé un comité de soutien étudiants-jeunes-travailleurs à la candidature à la présidence de la République de Georges Pompidou, et qui demande à « tous les jeunes de notre région de se mobiliser pour assurer dès le premier tour de scrutin l'élection à la présidence de la République de Georges Pompidou. Seul celui-ci pourra sauvegarder l'indépendance nationale, la stabilité des institutions, faire une véritable politique de promotion sociale, assurer l'ordre afin que notre économie puisse se développer et assurer du travail à tous les travailleurs de notre pays, en particulier aux jeunes générations. Pour ceci, il est nécessaire que tous se regroupent à l'exemple de centaines de jeunes de la Seine-Maritime en adhérant au comité »<sup>20</sup>.

### Les résultats au premier et au deuxième tour de scrutin

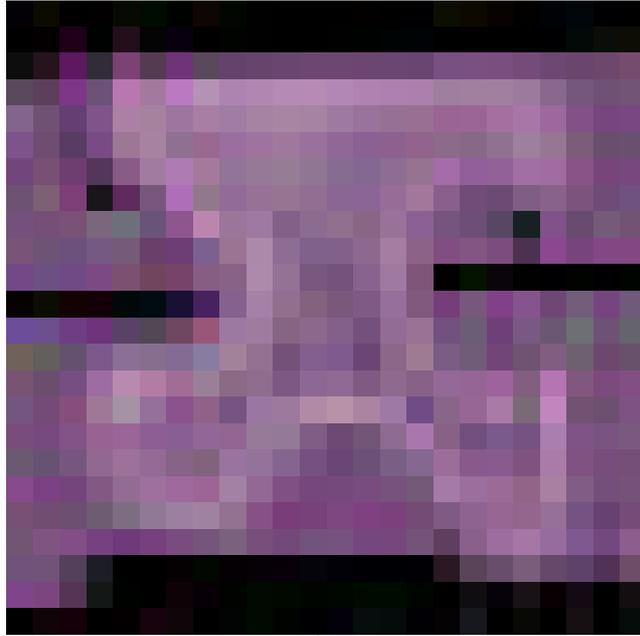
C'est donc unis que les gaullistes font face aux six autres candidats à cette élection présidentielle dont les résultats sont les suivants<sup>21</sup> :

---

n'empêchera pas, bien sûr, nos militants de coller les affiches, ... de faire leur métier, mais ce qui doit être complété par ce travail qui a été tellement efficace entre les mains de nos adversaires. Nous l'avons vu pendant cette campagne du référendum...". Bien sûr, ajoute-t-il, il y a la télévision, bien sûr il y a le candidat, mais ce sera un problème de marges, et les marges vous pouvez les conquérir." Le 2 mai il tient les mêmes propos devant les secrétaires fédéraux de l'UDR. : "Nous ne devons pas exagérer les moyens extérieurs. Nous devons réduire au maximum les très grandes réunions où l'on ne parle qu'à des convaincus, qui coûtent cher, prennent beaucoup de temps, nous accablent de préoccupations et ne rapportent pas grand-chose. En revanche, nous devons agir en profondeur, descendre jusqu'au canton et jusqu'à la commune, par l'action personnelle, par l'action des élus, des militants, dont la vôtre au premier chef". On en a déduit que le candidat gaulliste serait parti d'une campagne de notables pour finir par une campagne de masses, "sous la pression des faits et des auditoires". En réalité, comme le souligne le secrétaire général de l'UDR., dans sa Directive n°1, dès le 30 avril, M. Georges Pompidou veut "une campagne nationale menée jusqu'à l'échelon cantonal" : l'un n'empêche pas l'autre; il est naturel qu'il insiste sur l'importance du rôle joué localement par les députés et les militants quand il s'adresse à eux pour les convaincre de donner le meilleur d'eux-mêmes ».

20BMR, Fonds A-Z Elections, Campagne électorale 1969-1972, *Liberté Dimanche* 25/05/1969.

21 Les résultats pour la France, la Haute-Normandie, l'Eure et la Seine-Maritime sont tirés des données du Centre de Données Socio-Politiques (CDSP), dont la source est le ministère de l'Intérieur. Dans ce qui suit, pour toutes les élections présidentielles, législatives et européennes voir les résultats complets en annexe.



Dans la lignée du référendum du 27 avril, le vote Pompidou est plus faible en Haute-Normandie qu'au niveau national, et ceci aux deux tours de scrutin la différence se trouvant entre les départements entre les deux tours, l'Eure ayant plus voté Pompidou que la Seine-Maritime au premier tour, et c'est l'inverse au second tour. Malgré ces quelques différences, ces résultats marquent comme l'a dit Andrew Knapp, « la perpétuation de la dominance gaulliste »<sup>22</sup>. Sur les 36 cantons que compte le département de l'Eure, 23 ont placé Pompidou en tête, 13 Poher. En Seine-Maritime, Pompidou l'a emporté facilement avec 57.93% des suffrages exprimés, contre 42.06% à Poher. Georges Pompidou a sensiblement maintenu les

---

22 Andrew Knapp, *Le Gaullisme après de Gaulle*, Seuil, 1996, p. 278.

positions acquises par le gaullisme en Seine-Maritime et son succès est d'autant plus significatif qu'il arrive devant Alain Poher dans les 10 circonscriptions législatives et dans les 56 cantons du département.

La campagne électorale du second tour n'a pas connu, loin s'en faut, ni l'activité ni l'intérêt qu'avait suscité celle du 1<sup>er</sup> tour, dans le département de Seine-Maritime<sup>23</sup>. En effet, cette campagne n'a donné lieu à aucune réunion publique importante, alors qu'avant le 1<sup>er</sup> tour, des manifestations de cette nature avaient groupé des auditoires souvent très importants et parfois même inégalés, comme ce fut le cas pour celle de M. Pompidou, au cirque de Rouen, avec 6000 personnes. De leur côté, Pierre Cot, pour Jacques Duclos (PC) et Alain Krivine (LCR), avaient attiré, également à Rouen, des assistances évaluées respectivement à 1800 et 1100 personnes. En ce qui concerne Alain Poher, il était à penser que le succès obtenu à Rouen par Pompidou, l'inciterait à tenir une réunion importante en Seine-Maritime. Il n'en fut rien, l'activité des centristes se limitant à une réunion tenue le 13 juin à Dieppe, avec Jean Lecanuet. La campagne du 2<sup>ème</sup> tour s'est surtout caractérisée par une grande production de communiqués de presse, des diffusions massives de tracts, brochures, lettres-circulaires, ainsi qu'une floraison très importante d'affiches, affichettes, inscriptions et slogans, sur les murs et la voie publique.

La candidature de M. Pompidou a bénéficié, comme au 1<sup>er</sup> tour, de l'appui total des fédérations UDR et RI, ainsi que des parlementaires de la majorité qui sont groupés dans les comités de soutien au plan régional et départemental. Ces différents comités, outre le concours qu'ils ont apporté dans la diffusion du « matériel de propagande », ont fait publier dans la presse régionale, de nombreux communiqués appelant les électeurs à confirmer et même renforcer le succès remporté par Pompidou au 1<sup>er</sup> tour. D'autre part, une douzaine de conseillers généraux UDR et RI parmi lesquels André Bettencourt, ministre de l'Industrie, Maurice Georges et Georges Chédru, députés, dans un appel en faveur de Pompidou, insistaient sur le fait que « l'abstention de ceux qui considèrent que l'élection de Pompidou est acquise, ferait le jeu de ses adversaires de tous les clans, et amoindrirait l'autorité du président de la République »<sup>24</sup>. Enfin, en prévision d'une défection possible des communistes dans les communes administrées par des élus du PC, Paul Walter, représentant en Seine-Maritime de Pompidou, avait lancé un appel dans la presse, à tous les électeurs et électrices, les incitant à être présents dès 8 heures, à l'ouverture du scrutin et au moment du dépouillement, pour pallier toute défaillance qui pourrait résulter des consignes d'abstention

---

23 3766w108ADSM, Rapport RG du 17/06/1969.

24 Idem.

lancées par le parti communiste.

Au final, les historiens qui se sont penchés sur ces élections, au niveau national, ont mis en avant le fait que l'abstention de 22,41% à la présidentielle 1969 contre 15,25% en 1965 « traduisait une certaine lassitude après le référendum d'avril, une relative insatisfaction devant les candidats ou, peut-être, le sentiment diffus qu'un deuxième tour serait nécessaire »<sup>25</sup>, et que celle assez élevée au second tour, de 31%, montrait « l'embarras d'une partie des électeurs »<sup>26</sup>. Concernant le vote gaulliste, des chercheurs ont noté que « dans l'ensemble, les gaullistes de la France du non se montrent ainsi plus fidèles au général de Gaulle que les gros bataillons de la France du oui »<sup>27</sup> et que, notamment concernant la géographie des suffrages de Georges Pompidou au premier tour de l'élection présidentielle de 1969 fait apparaître en premier lieu la résistance de l'électorat gaulliste malgré la crise d'avril et la retraite du général de Gaulle ce qui serait un nouvel indice de cette "nationalisation de la vie politique française qui tend à égaliser les comportements"<sup>28</sup>. "Comment ne pas être frappé, au total, par l'extraordinaire permanence de l'électorat gaulliste au moment où s'éloigne celui qui l'avait rassemblé?"<sup>29</sup> Des départements qui avaient voté pour la majorité gaulliste à plus de 40% des inscrits en juin 1968 (comme l'Eure) votent non dans la même proportion le 27 avril. Ainsi, la victoire de Pompidou en 1969 paraissait comme la perpétuation de la dominance gaulliste comme déjà dit précédemment<sup>30</sup>.

L'élection présidentielle de 1969 marque la perpétuation au pouvoir du gaullisme en la personne de Georges Pompidou. Si celui-ci marque sa volonté de s'inscrire dans la droite ligne du général de Gaulle, il infléchit dans certains domaines la ligne de l'homme de Colombey, et notamment dans le domaine européen. Le référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe en est l'illustration.

### *Le référendum du 23 avril 1972: un succès en demi-teinte*

Plusieurs raisons peuvent expliquer le choix fait par le président Pompidou de soumettre à référendum l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté européenne. D'une part, un enjeu purement européen, en lui permettant d'apparaître comme celui qui relance l'Europe<sup>31</sup>.

---

25 Gilles Thévenon, *La Cinquième République*, Chronique Sociale, 2012, p. 69.

26 Ralph Schor, *Le dernier siècle français (1914-2014), destin ou déclin ?*, op. cit., p. 413-414.

27 Marie-Thérèse Lancelot, Alain Lancelot, « Atlas des élections françaises de 1968 et 1969 », *Revue française de science politique*, 20e année, n°2, 1970, p. 312-328.

28 Idem.

29 Idem.

30 Andrew Knapp, *Le Gaullisme après de Gaulle*, op. cit., p. 278.

31 C'est l'avis de Sabrina Tricaud : « Trois ans après son élection, le Président espère enfin une consolidation de

D'autre part, et c'est sans doute ce qui apparaît comme essentiel, des enjeux de politique intérieure. Pour Sabrina Tricaud, « le référendum peut jouer un rôle de diversion, tout en ressoudant la majorité et en poursuivant la dynamique d'élargissement de la majorité présidentielle engagée en 1969 »<sup>32</sup>. Pour Gilles Thévenon, cela permet une « relance de la procédure référendaire, qui, après l'échec du 27 avril 1969, risquait de tomber en désuétude », et de se « ressourcer » à mi-mandat<sup>33</sup>.

En ce qui concerne la campagne électorale, Pierre Viansson-Ponté en dresse le portrait dans le Monde du 25 avril 1972<sup>34</sup> : « Jamais on n'avait vu campagne aussi morne et ennuyeuse. Les porte-parole du « oui » ressassaient sans aucun enthousiasme et souvent sans conviction les mêmes arguments, en se cantonnant, le plus souvent, dans une prudente imprécision. Les opposants, ralliés le temps d'un scrutin, se voyaient soupçonnés des plus noirs desseins et semblaient mal à l'aise. Les partisans de l'abstention n'étaient guère moins gênés de devoir inviter les citoyens à négliger, comme on dit, leur devoir civique en désertant les urnes. Seuls les communistes se montraient assurés. Devant tant d'incertitudes et d'ambiguïtés, les électeurs n'écoutaient que d'une oreille, se demandaient pourquoi on aurait cru bon de les consulter, si les dés n'étaient pas pipés et quel usage serait fait de leur vote. Beaucoup se désintéressaient visiblement de l'opération ». C'est donc après une campagne suscitant peu d'enthousiasme que les français sont appelés aux urnes. Les résultats sont les suivants<sup>35</sup> :

---

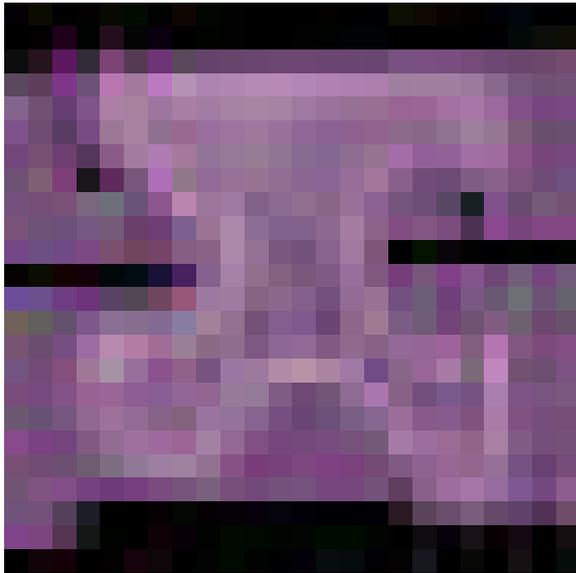
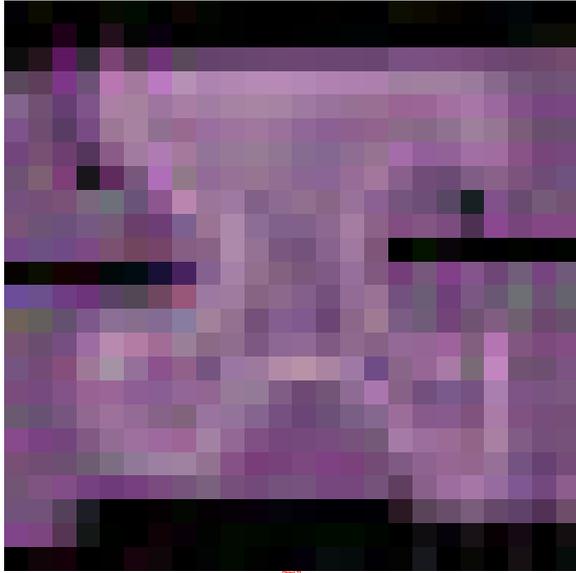
sa politique, dans un domaine aussi fondamental que la construction européenne » (*Les années Pompidou*, Belin, 2014, p. 82).

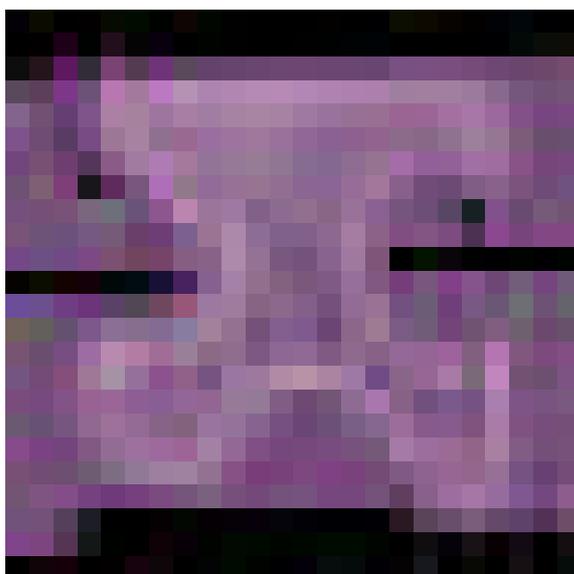
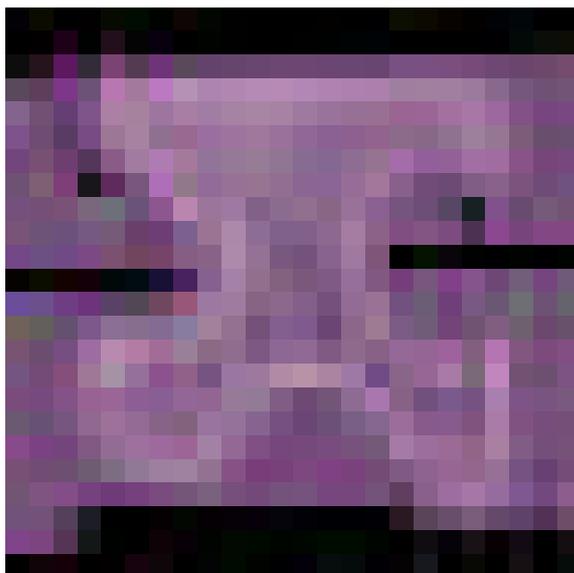
32 Idem, p. 81.

33 Gilles Thévenon, *La Cinquième République*, op. cit., p. 71.

34 Gérard Courtois (dir.), *Les grandes crises politiques françaises (1958-2014)*, Tempus, 2014, p. 300.

35 Les résultats pour la France proviennent du JO du 29 avril 1972, p. 4434, pour la Haute-Normandie de nos propres calculs, et pour l'Eure et la Seine-Maritime de la boîte 1581w1Archives Départementales de l'Eure (ADE), *Le Monde* du 25/04/1972.





Les résultats de la consultation dans le département sont assez voisins de ceux obtenus au niveau national en ce qui concerne la participation et les suffrages exprimés, alors que le pourcentage des non par rapport aux suffrages exprimés est légèrement plus élevé. Il semble que les consignes d'abstention ont été très fortement suivies par l'électorat socialiste et d'extrême gauche auquel se sont joints, dans la proportion d'un tiers environ, des électeurs communistes et modérés<sup>36</sup>. Recul relatif, ou en valeur absolue des non par rapport aux suffrages recueillis par le PC dans les élections qui se sont déroulées depuis 5 ans<sup>37</sup>. Les voix qui se sont portées sur le non proviennent pour partie de l'électorat modéré. Un recul des

---

36 2699w10 ADSM, Rapport préfectoral du 27/04/1972.

37 Idem.

positions de la majorité et du centre, notamment à Rouen où les suffrages obtenus par le oui sont très inférieurs aux voix recueillies par les listes conduites par Jean Lecanuet, sénateur-maire et par Roger Dusseaulx aux élections municipales de 1971<sup>38</sup>.

L'abstention, déjà élevée en 1971, se situe cette fois à près de 50% du corps électoral alors que le non progresse légèrement par rapport aux suffrages obtenus par la liste communiste. Il est vrai que la liste conduite par Jean Lecanuet comprenait quelques socialistes et radicaux. Sur l'ensemble du département, les chiffres confirment la régression des suffrages oui en comparaison des voix obtenues par le Centre et la majorité aux dernières élections législatives et aux élections présidentielles de 1969. Les résultats s'expliquent en partie en raison du peu d'animation de la campagne électorale en dépit du succès remporté par la réunion publique qui s'est tenue à Rouen avec André Bettencourt, René Tomasini et Eugène Claudius-Petit<sup>39</sup>.

L'indifférence du corps électoral a été certainement déterminante, mais la forte abstention doit aussi être attribuée pour une large part aux consignes du PS et des formations d'extrême gauche très suivies par les électeurs, et dans une moindre mesure au mécontentement de certaines catégories socioprofessionnelles et notamment les petits commerçants et les agriculteurs. Il faut enfin souligner le recul du PC qui ne retrouve pas, malgré la vigueur de sa campagne référendaire, les suffrages qu'il avait obtenus dans les dernières consultations. Ce référendum est un succès en demi-teinte pour Georges Pompidou, qui lui-même le vit comme un échec<sup>40</sup>. Si l'accord de la France sur l'entrée de la Grande-Bretagne est un pas significatif pour l'Europe, les conséquences du scrutin sur la politique intérieure sont également significatives, car le gaullisme semble pencher de plus en plus à droite et signifie de moins en moins le rassemblement au dessus des partis<sup>41</sup>. C'est donc avec un relatif succès et avec un espace électoral qui se réduit que les gaullistes voient se profiler l'année suivant les élections législatives.

### *Le gaullisme peine à conserver ses positions lors des législatives des 4 et 11 mars 1973*

---

38 Voir plus loin sur les élections municipales de 1971.

39 Idem.

40 Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits (1928-1974)*, op. cit., p. 558 ; Sabrina Tricaud, *Les années Pompidou*, op. cit., p. 275.

41 Robert Ponceyri affirme que « la consultation d'avril 1972 s'est pleinement inscrite dans cette évolution irréversible puisque le dernier référendum de la Ve République a été marqué par une bipolarisation presque parfaite avec plus de 90% de "oui" d'origine modérée et plus de 85% de "non" d'origine progressiste. Dès ce moment, la prétention gaulliste au dépassement des clivages traditionnels a vécu. Désormais, c'est même dans leur utilisation que le mouvement gaulliste va chercher à préserver son hégémonie. C'est là tout le sens de la stratégie pompidolienne de rassemblement des droites » (« Le RPR et l'achèvement de la banalisation électorale du gaullisme », *Pouvoirs*, n°28, 1983, p. 123-138).

Les élections législatives de 1968 avaient donné aux gaullistes une majorité écrasante (293 députés pour l'UDR seule, soit la majorité absolue des sièges). L'Eure comptait à ce moment là deux députés gaullistes sur les quatre du département (André Delahaye et René Tomasini), tandis que la Seine-Maritime en comptait six (Roger Fossé, Roger Dusseaulx, Olivier de Sarnez, Georges Delatre, Maurice Georges et Raymond Offroy). Ils se représentent tous lors des élections législatives de 1973. Mais les gaullistes ne se présentent plus seuls aux suffrages, ils sont accompagnés d'un certain nombre de personnalités venues d'autres partis pour former à l'occasion de ces élections l'Union des Républicains de Progrès (URP), ce qui montre que la volonté d'ouverture marquée par Georges Pompidou trouve une illustration concrète. Mais ce n'est pas forcément satisfaisant pour tous les gaullistes. Olivier de Sarnez déclare regretter « que dans la majorité l'UDR soit associée à des partis de droite et [il aurait] préféré un partage des responsabilités avec les familles du socialisme, de ce socialisme que l'UDR a réalisé. Mais les choses sont ce qu'elles sont et aujourd'hui seule la majorité présidentielle peut sauver le pays de la médiocrité »<sup>42</sup>.

Malgré quelques divergences, l'ensemble des candidats URP s'accordent sur plusieurs points qui forment leurs arguments de campagne. Ils soutiennent Georges Pompidou<sup>43</sup> : « Nous nous présentons sous le signe du soutien au président de la République. Ce soutien délibéré donne son sens à notre union. Il est la garantie de notre solidarité et de ce que sera notre action à venir si le peuple nous en donne les moyens. L'Union des Républicains de Progrès (URP), formée par l'UD Ve, les Républicains Indépendants et le Centre Démocratie et Progrès, rassemble des hommes venant d'horizons différents et appartenant à des traditions distinctes mais qui ont compris que de nos jours il n'est plus possible de gérer un grand pays dans l'instabilité, la dispute, le marchandage et la surenchère. Ils ont choisi la règle de l'efficacité parce qu'ils sont d'accord sur les objectifs essentiels proposés au pays par le président de la République, poursuivis sans cesse depuis 1969 et dont il s'agit de continuer la réalisation ». Ils sont candidats pour défendre les institutions : dans le Contrat pour les Français de l'URP<sup>44</sup>, il est spécifié que leur « force [c'est] une constitution démocratique et moderne proposée par le général de Gaulle, et approuvée à une très forte majorité par le peuple Français, elle permet à la France d'affronter les problèmes de l'avenir du monde ».

Pour Olivier de Sarnez<sup>45</sup>, « la France depuis 15 ans est conduite de façon exemplaire.

---

42 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, PN du 27/02/1973.

43 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, URP : Un contrat pour les français.

44 Idem.

45 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, PN du 27/02/1973.

Jamais le progrès économique et la justice sociale n'avaient fait un tel bon. Cela est dû, bien sûr, à une bonne constitution, à deux grands présidents de la République mais aussi au fait que 15 ans durant l'UDR a été la base d'une solide majorité ». Mais la stratégie des gaullistes consiste aussi à mettre en avant le risque que représenterait l'arrivée des communistes au pouvoir : pour le non-gaulliste mais ayant l'étiquette « Majorité » André Danet, « attention... s'abstenir c'est voter communiste ! Avec nous la liberté, avec le communisme la mort de toutes les libertés<sup>46</sup>. A un programme commun aussi hypocrite que mensonger, qui nous mènera directement à la faillite, aux « votes à mains levées » et aux désordres, nous préférons la ferme résolution, l'équilibre rassurant, et le bon sens bien français du Président Georges Pompidou ».

Le combat contre le communisme est aussi mis en avant par Claude Chevrier<sup>47</sup>, membre de la Majorité, ou encore par le gaulliste Roger Dusseaux pour qui « le principal enjeu des élections législatives [lui] semble être le choix du régime politique sous lequel les Français vivront demain. L'enjeu est cela : poursuivre la route ou basculer dans l'aventure »<sup>48</sup>.

Enfin, les gaullistes ne veulent pas non plus des socialistes au pouvoir. Olivier de Sarnez (UDR) déclare que « l'enjeu des élections n'est pas de savoir si les communistes ou les soi-disant réformateurs participeront au Gouvernement, mais bien plus de savoir si l'UDR continuera à pouvoir donner son support majoritaire à l'action gouvernementale. Dans la négative on ira en quelques jours ou quelques mois vers un Gouvernement allant du parti socialiste jusqu'aux républicains indépendants et aux centristes. Ce Gouvernement, qui exclurait les gaullistes serait nécessairement un retour aux jeux et aux stérilités de la IV<sup>e</sup> République », ou encore que « sur le plan des améliorations apportées aux problèmes de la France depuis 1968 l'UDR est le vrai parti socialiste français. Il a réalisé depuis 15 ans ce que les socialistes n'auraient jamais osé rêver de réaliser un jour »<sup>49</sup>. Malgré ces thèmes récurrents dans les propos et les professions de foi des candidats, les gaullistes restent fidèles aux principes chers au gaullisme originel<sup>50</sup>.

---

46 1881w21ADSM, Tract d'André Danet.

47 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, PN du 27/02/1973.

48 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, PN du 26/02/1973.

49 BMR, Fonds A-Z Élections, Campagne Électorale 1973-1977, PN du 03-04/02/1973.

50 En témoignage un tract publié par le candidat Olivier de Sarnez (1881w21 ADSM). Dans celui-ci, il se déclare : « pour continuer le redressement national commencé par le Général de Gaulle ; pour assurer la Paix dans le respect de l'indépendance de chaque nation ; pour achever la construction d'une Europe européenne ; pour une grande Normandie dans une France unie et indivisible ; pour l'égalité des chances et le progrès social de tous les citoyens ; pour la cogestion qui permettra à chacun de participer aux responsabilités ; pour maintenir le plein emploi et l'amélioration du niveau de vie ; pour soutenir la majorité du Président Pompidou ; Contre le retour aux luttes stériles de la IV<sup>e</sup> République ; seule l'UDR, qui représente toutes les catégories de Français et non pas tel ou tel groupe socio-économique peut poursuivre l'action de redressement national et de libération sociale ».

Les résultats des élections législatives pour les candidats gaullistes sont les suivants<sup>51</sup> :

#### Vote pour les candidats gaullistes dans l'Eure aux législatives 1973

	1ère circonscription	Pas d'UDR		
1 <sup>er</sup> tour			8416	21,00%
2 <sup>ème</sup> tour	2 <sup>e</sup> circonscription	Jean Beauvais	14799	36,24% (battu par le socialiste Claude Michel (37,11%))
1 <sup>er</sup> tour	3 <sup>e</sup> circonscription	André Delahaye	10670	24,34% (battu, se désiste pour Rémy Montagne, élu au 2ème tour)
1 <sup>er</sup> tour	4 <sup>e</sup> circonscription	René Tomasini	23177	46,65%
2 <sup>ème</sup> tour			25340	52,02% (élu)

Source : 3766w122 ADSM

#### Vote pour les candidats gaullistes dans la Seine-Maritime aux législatives 1973

1ère circonscription	Roger Dusseaulx		12288	24,16% (Se désiste au 1er tour)
2e circonscription	Claude Chevrier	1er tour	13769	21,96%
		2ème tour	20331	33,6% (battu)
3e circonscription	Pas d'UDR			
4e circonscription	Olivier de Sarnez		9553	16,11% (battu)
5e circonscription	Pas d'UDR			
6e circonscription	Maurice Georges	1er tour	19456	28,78%
		2ème tour	36039	55,8% (élu)
7e circonscription	Pas d'UDR			
8e circonscription	Roger Fossé	1er tour	20489	47,37%
		2ème tour	24001	57,9% (élu)
9e circonscription	Raymond Offroy	1er tour	15600	31,14%
		2ème tour	25700	52,10% (élu)
10e circonscription	Georges Delatre	1er tour	15778	39,98%
		2ème tour	21207	54,43% (élu)

Sources : 1542w50 et 51 ADSM

51 Pour l'Eure, les résultats proviennent de la boîte 3766w122 ADSM, pour la Seine-Maritime des boîtes 1542w50 et 51ADSM.

Les résultats de ces élections législatives révèlent dans l'Eure la faible implantation locale du gaullisme sauf dans le fief imprenable des Andelys, tenu d'une main de maître par René Tomasini même s'il lui a fallu en passer par un deuxième tour. Il faut noter également qu'il n'y avait pas de candidat gaulliste dans la 1ère circonscription.

En Seine-Maritime, sur les dix circonscriptions, il n'y avait pas de candidat gaulliste dans les 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> circonscriptions. Le plus gros échec pour les gaullistes se trouve dans la 1ère circonscription, avec la défaite de Roger Dusseaulx, grande figure gaulliste, battu dans la circonscription du maire de Rouen Jean Lecanuet, ce qui marque la fin de sa carrière politique. Dans les autres circonscriptions, le gaullisme maintient ses zones de force, même si il a fallu à tous les députés gaullistes réélus en passer par un deuxième tour, ce qui dénote une difficulté croissante à rassembler les suffrages dès le premier tour.

Cependant, ces élections révèlent la perte d'attrait du gaullisme dans un certain nombre de territoire, puisqu'en 1968 six députés gaullistes étaient élus en Seine-Maritime, quatre en 1973, deux députés gaullistes dans l'Eure en 1968 et plus qu'un en 1973, les gaullistes perdant la 3<sup>e</sup> circonscription au profit du candidat centriste Rémy Montagne, ce qui montre que le cœur de l'électorat gaulliste s'éloigne de ses bases et laisse la place à un centrisme qui, jusqu'ici, n'avait que peu de place sur l'échiquier politique.

Après ces élections législatives de mi-mandat de Georges Pompidou, force est de constater que la place du gaullisme se réduit, en témoigne l'échec de Roger Dusseaulx dans la première circonscription de Seine-Maritime. Deux autres enseignements de ce scrutin sont à noter comme l'a fait Ralph Schor<sup>52</sup>, qui note que les accords de désistements réalisés entre Jean Lecanuet et le Premier ministre Pierre Messmer, au-delà de la volonté affichée de combattre la coalition socialo-communiste, annonce « le ralliement de Lecanuet à la droite », et considère que malgré la défaite de la gauche, celle-ci est encourageante et lui permet de regarder « l'avenir avec confiance ». Ainsi, Georges Pompidou conserve pour la seconde moitié de son mandat une majorité qui lui permet de gouverner. Mais la maladie du président vint interrompre brutalement ce septennat.

### *Le pouvoir échappe aux gaullistes lors des élections présidentielles des 5 et 19 mai 1974*

Le décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974 prend de court les formations politiques, et

---

52 Ralph Schor, *Le dernier siècle français (1914-2014), destin ou déclin ?*, op. cit., p. 419.